

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

PAUVRETÉ ET SANTÉ :

L'ADQ, le PLQ et le PQ refusent d'en discuter !

MONTRÉAL, 5 décembre 2008 – Depuis le début de la campagne électorale, cinq grandes organisations québécoises représentant des milliers de citoyennes et de citoyens ont multiplié les demandes de rencontre avec les chefs des partis politiques du Québec. La Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires, la Coalition pour l'accès à l'aide juridique, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Coalition solidarité santé et la Fédération des femmes du Québec tentaient ainsi d'obtenir des engagements fermes en matière de lutte contre la pauvreté et pour le maintien d'un système de santé, universel et accessible.

Alors que le parti Vert et Québec solidaire ont accepté l'invitation qui leur était lancée, l'Action démocratique du Québec, le parti Libéral du Québec ont refusé la demande de rencontre. Le Parti Québécois, à quatre jours du vote n'a toujours pas donné suite à l'invitation. *« Le refus de l'ADQ, du PLQ et du PQ nous laisse perplexe. La santé et la pauvreté sont des enjeux qui préoccupent une majorité de Québécoises et de Québécois. N'est-ce pas le moment privilégié pour faire des débats sur nos choix de société? Présentement, nous sommes devant des partis qui traitent superficiellement d'enjeux essentiels et qui refusent d'en discuter avec des groupes qui défendent les droits de la population. Le surf c'est pour les vacances, pas pour les élections »,* déclare Ian Renaud-Lauzé du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Les cinq organisations ont rencontré cette semaine, Françoise David, porte-parole de Québec Solidaire et Guy Rainville, chef du Parti vert du Québec. *« L'ensemble de nos revendications a trouvé un écho auprès de Québec Solidaire. En ce qui concerne le parti Vert, nous avons noté de l'ouverture sur plusieurs dossiers, mais des questions restent à élucider »,* poursuit Claudelle Cyr de la Coalition solidarité santé.

En période de crise économique, tous les partis politiques du Québec doivent s'engager énergiquement à lutter contre la pauvreté qui comprend aussi le maintien d'un système de santé public, gratuit, universel et accessible. « On semble ignorer que la marchandisation des soins de santé, ne fera qu'aggraver le fardeau économique de l'ensemble de la population québécoise. Que ce soit sur le coût direct des soins ou sur le coût des primes d'assurances, toutes et tous devront payer la facture » ajoute Mme Cyr. La richesse d'une société ne se mesure pas au nombre de ses millionnaires et de ses paradis fiscaux ! Au contraire, la richesse collective c'est d'assurer à tous les citoyennes et citoyens le respect de droits aussi essentiels - et reconnus par l'ONU - que le droit à des conditions de vie et de travail décentes, à la santé, à l'éducation, à la culture et à un environnement sain. « *Mme Marois, Ms Charest et Dumont, au lendemain des élections, soyez assurés que nous relancerons nos demandes de rencontre. Votre silence face à des questions aussi capitales pour le mieux-être d'une majorité de québécois et votre refus de nous rencontrer sont injustifiables et inacceptable!* », concluent les deux portes paroles.

- 30 -

Information : Claudelle Cyr, Coalition solidarité santé, cellulaire : 514-268-7320

Ian Renaud-Lauzé, Collectif pour un Québec sans pauvreté, cellulaire : 418-580-2312,

Source : Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires, Coalition pour l'accès à l'aide juridique, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Coalition solidarité santé, Fédération des femmes du Québec